

D 800 MEXIQUE: L'EXODE GUATÉMALTEQUE

Pour la seule deuxième quinzaine de juillet et dans les deux seules communes de Trinitaria et de Margaritas, dans le Chiapas, 9.000 Guatémaltèques ont cherché refuge au Mexique (cf. DIAL D 767). Cet exode faisait suite au massacre de 350 personnes, perpétré le 17 juillet 1982 dans le domaine San Francisco, au Guatemala, par les forces de l'ordre guatémaltèques.

Le témoignage mexicain que nous publions ci-dessous est anonyme, pour des raisons évidentes de sécurité. Il ne fait, hélas, qu'ajouter à la sinistre litanie de nouvelles atrocités (cf. DIAL D 799). Jusqu'à quand?

Note DIAL

L'ALTERNATIVE DES RÉFUGIÉS DE LA FRONTIÈRE :
LA BOUCHERIE GUATÉMALTEQUE
OU LA CLANDESTINITÉ MEXICAINE

(Intertitres de DIAL)

Comitán (Chiapas - Mexique), août 1982

"Pauvre Mexique, si près des Etats-Unis et si loin de Dieu!", selon l'expression historique d'un président de la République. Et c'est vrai: 3.000 km de frontières maintiennent le Mexique accroché au pays le plus puissant du monde, conditionnant ainsi et réduisant sa marge de manoeuvre.

Mais de l'autre côté du territoire, le Mexique ne connaît pas un sort meilleur. Il voit entrer par la petite frontière du Belize une grippe à complications qui se répand parmi la population du Sud-est. Et au Chiapas, 850 km de "raie" (comme disent les paysans en parlant de la frontière) compromettent l'avenir vis à-vis du Guatemala; pour les deux tiers, cette frontière est artificielle et elle se traverse d'un pas sans qu'on bute sur un fossé ou du barbelé.

En d'autres termes, tous les vents américains soufflent sur le Mexique à travers le couloir isthmique du Chiapas. Par là entre le capital monopolistique et impérialiste du Nord ou de la botte militaire d'Amérique centrale; par là aussi entrent les mouvements de libération du Sud tiers-mondiste.

(Une frontière théorique)

Voyons ce qui se passe dans une courte bande de forêt courant sur moins de 40 km au long de la frontière entre le Chiapas et le Guatemala, presque entièrement accrochée et parfaitement parallèle à la ligne Est-Ouest du 16° de latitude nord. C'est l'accès à la Selva lacandonienne qui, au sud de cette

"raie" imaginaire et à l'est du Fleuve Usumacinta, prend le nom de Petén sans que change l'écologie. C'est dans cette région que, pour parvenir à la "Vraie paix" (1), Frère Bartolomé de Las Casas aurait voulu que ne pénétrât aucun homme d'arme. C'est là, après une heure et demie de jeep à l'est des lacs Montebello, que se perd dans la forêt la trouée pompeusement appelée route. Après, seuls les paysans et leurs mules ou les réfugiés guatémaltèques sillonnent les sentiers boueux.

De part et d'autre de la frontière - ligne "blanche" que n'a tracée aucune population de couleur - les gens se sont accommodés comme ils ont pu. Tous Mayas: Tzotziles, Tzeltales et Tojobales côté Mexique; Kanjovales et Chujes côté Guatemala. Ainsi que les inévitables métis désindianisés de part et d'autre.

Les deux pays ont offert ces terres vierges aux paysans sans terre. Mais ceux-ci, dans les deux cas, ont eu le même destin: du côté mexicain, les "nationaux" ou nouveaux colons ne peuvent obtenir de terre sans payer un pot-de-vin (2), pouvant aller jusqu'à 2.000 pesos, à un lieutenant en retraite qui administre les propriétés rurales des hauts responsables de l'Armée mexicaine en poste à Comitán; du côté guatémaltèque, les militaires se sont aussi emparés des nouveaux terrains prévus pour les paysans. De part et d'autre, la monoculture du café a fait reculer les cultures de subsistance. On se nourrit en esclave: en faisant cadeau des grains qu'on exporte et qu'on transforme en devises pour acheter à prix d'or tout le nécessaire, c'est-à-dire le maïs, le haricot rouge, le piment, les fruits et les légumes.

Dans ces "terres de personne", sans voies d'accès, on ne voit pas venir les fonctionnaires gouvernementaux. Ni les officiels ni ceux du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ne se risquent dans la forêt vierge mexicaine. Pour y pénétrer, il faut une forte motivation ou l'amour pour le paysan; de sorte que, seuls, s'y aventurent les agents de pastorale de l'Eglise, les militants du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM) et quelques médecins ou agronomes volontaires n'ayant peur ni de la boue ni de la solitude.

(Côté Guatemala)

La lutte pour la vie a pris une coloration nouvelle à partir du 17 juillet 1982. A six heures de marche de "la raie", en territoire guatémaltèque, il existe un domaine appelé San Francisco. Son propriétaire, le colonel Víctor Manuel Bolaño, censément ne la travaille pas. Il en laisse le soin à un régisseur.

L'armée y a fait irruption à cette date fatidique. Les soldats ont bouclé les femmes, les enfants et les vieillards dans leurs maisons avant de les arroser d'essence et d'y mettre le feu. Ils ont enfermé trente-six hommes dans l'école. A l'extérieur, un soldat ouvrait et fermait la porte pour en extraire chaque fois quatre personnes, qui étaient aussitôt abattues à la mitrailleuse, jusqu'à vider complètement la salle d'école. Mais les militaires ont trouvé que le travail était trop lent. Aussi, pour les autres paysans, les ont-ils entassés dans l'église qu'ils ont fermée avant de lancer des grenades à l'intérieur. Ils ont ensuite achevé les blessés à la mitrailleuse et empalé le régisseur.

(1) Ou "Vera Paz", du nom du département guatémaltèque correspondant (NdT).

(2) Littéralement: "mordida", coup de dent (NdT).

En chiffres ronds, l'opération s'est soldée par 350 morts. Dix paysans seulement ont pu s'échapper à temps; ils se trouvent maintenant dans un hameau frontalier du côté mexicain. Deux autres, qui se trouvaient dans l'église, ont décidé de "faire la tlacwache", du nom de ce petit marsupial prisé par les chasseurs mais qui fait le mort devant un danger. Ainsi ont fait les paysans bouclés. "On bougeait même pas les paupières", raconte Mateo. L'autre avait été blessé par les grenades; les militaires partis, il s'est traîné dans la forêt jusqu'à un village frontalier situé, quand on avance bien, à six heures de marche. Quant à Mateo, sain et sauf, il a décidé avec civisme et sang-froid de parcourir la forêt guatémaltèque voisine pour donner l'alarme.

Au cours de sa tournée, il a partout découvert une situation identique ou pire.

A San José, huit hélicoptères guatémaltèques ont fait irruption. Deux sont restés en l'air pour surveiller l'opération. Les six autres ont atterri et débarqué les forces de l'ordre pour faire le travail.

A Yalanhuitz (en langue maya: le bas de la colline), la population s'était déjà sauvée. Pour ne pas perdre leur expédition, les militaires ont mis le feu au hameau.

Dans la commune de Ixcán Grande, les maisons et plantations (de café et de cardamome) d'une dizaine de villages ont été incendiées.

A Bulej, le 16 juillet, les soldats ont donné l'ordre aux paysans d'affûter leurs machettes et les ont obligés à décapiter leurs compagnons, les uns après les autres, jusqu'au dernier de la population masculine.

Après sa tournée, Mateo s'est réfugié en territoire mexicain dans un village de quarante-neuf paysans communautaires, à une heure et demie de marche au-delà de la frontière. 6.000 paysans guatémaltèques cherchent refuge autour de ce village.

Les agents de la terreur sont de trois sortes: l'armée guatémaltèque, dont les soldats ont reçu le sobriquet de "peinturlurés" de la part des paysans qui ont trouvé curieuse leur tenue léopard; les "kaibiles" ou corps d'élite de la police guatémaltèque, les SS de Rios Montt en somme; et les brigades civiles, sorte de milice recrutée de force par les autorités du Guatemala dans la population paysanne pour servir d'"oreilles", c'est-à-dire renseigner les militaires et éviter l'exode vers le Mexique. Mais parfois le stratagème se retourne contre ses auteurs car le paysan sait parfaitement qui est l'ami et qui est l'ennemi.

Partout le scénario est le même. La troupe arrive, avec ou sans hélicoptère. Les militaires confisquent les cartes d'identité et les papiers personnels des paysans pour les brûler, faisant ainsi d'une pierre deux coups: ils enlèvent toute identité et tous titres de propriété à une population qui n'existe donc plus juridiquement; et ils effacent toute trace de la tuerie pour rendre impossible une enquête éventuelle. Après, ils volent l'argent, les magnétophones et les transistors (qui sont des moyens de communication) ainsi que les objets de valeur; ils violent les femmes, lâchent les orphelins dans la forêt vierge, tuent le bétail pour faire festin; puis ils s'en vont.

Dans un village on m'a certifié que la torture suivante avait été utilisée: un militaire viole une femme enceinte en présence de son mari et la tue ensuite; puis un autre militaire extrait du cadavre le fœtus et le recoud dans le ventre vivant du mari, qu'ils lâchent à son tour en forêt.

(Côté Mexique)

Du côté mexicain, l'organisation paysanne mérite toutes les louanges. Un village de vingt-neuf paysans communautaires (3) a accueilli cinq cents Guatémaltèques dont cent cinquante sont des enfants de moins de 10 ans. Dans un autre de quarante-six, cent familles ont trouvé refuge. Dans des huttes construites pour neuf personnes on trouve jusqu'à quarante réfugiés.

Le travail des médecins volontaires du Plan de la forêt porte ses fruits: les paysans savent déjà extraire une balle ou recoudre une blessure. L'état physique et psychologique des réfugiés est lamentable: dans un village le médecin de passage a dû donner jusqu'à cent cinquante consultations pour une seule journée.

Les paysans mexicains ne font cependant pas de paternalisme. Ils savent que les réfugiés sont aussi des bras pour le travail: personne ne reçoit de nourriture sans qu'il l'ait gagnée. Ils proposent du travail dans les plantations de café, donnent des terres pour les semailles, abattent des arbres pour faire des planches afin que les Guatémaltèques puissent construire des maisons, offrent des terrains pour installer le campement... Ils leur apprennent à creuser des latrines pour éviter les épidémies. Ils vont jusqu'à accueillir "la mort à la guatémaltèque" et prévoient pour cela des cimetières et des tombes. Ils contrôlent le flux des réfugiés en comptabilisant les entrées, les sorties ou les déplacements. Ils argumentent pour convaincre les colonies voisines qui s'opposent à la venue de Guatémaltèques par peur d'opérations répressives de l'armée mexicaine. Ils négocient avec l'agent des services de migration pour leur village. Ils gardent le contact avec leurs voisins de part et d'autre de la frontière. Ils prévoient le retour des Guatémaltèques dans leur patrie.

Mais la nourriture reste un problème tant que les parcelles prises sur la forêt, tout juste semées, ne permettent pas la récolte. Les Guatémaltèques prennent des risques énormes: ils vont de nuit, en traversant à nouveau la frontière, travailler leurs champs pour revenir ensuite avec quelques poules ou un veau. Un tiers d'entre eux ne reviennent jamais car ils ont croisé la mort en chemin, en tombant sur une patrouille de l'armée guatémaltèque. Quant aux survivants, en plus des récoltes qu'ils font, ils cherchent à identifier et à compter les morts de leurs hameaux.

(Collusions mexico-guatémaltèques)

Malheureusement, dans les villes du Chiapas, le racisme endémique transforme les Guatémaltèques ou les Salvadoriens en boucs émissaires, en les accusant de tous les dérangements ou de toutes les gênes. La politique étrangère de López Portillo n'a pas d'écho au Chiapas et ne règle pas la conduite des autorités locales.

Des voitures guatémaltèques suspectes passent la frontière d'un simple salut aux douaniers mexicains sans présenter une carte quelconque. Elles patrouillent dans les rues de Comitán et, parfois, de Tuxtla Gutiérrez. Leurs victimes sont d'ordinaire des Mexicains s'occupant de réfugiés.

(3) Littéralement "ejidatarios", ou travailleurs de la propriété sociale de la terre (NdT).

Les militaires mexicains arrêtent sur la route les autocars qui viennent de la frontière et en font descendre les Guatémaltèques. Ils ne les laissent pas partir sans se faire payer en argent ou en fille. En cas de refus, ils les reconduisent à la frontière.

Les agents des services de migration ont reçu des instructions pour ne pas laisser entrer les enfants guatémaltèques en territoire mexicain. Seuls les travailleurs ont droit à "traverser" (pour la cueillette du café). Les enfants, les vieux et les femmes enceintes n'ont d'autre alternative que la clandestinité mexicaine ou la boucherie guatémaltèque.

Dans le village de quarants-six paysans communautaires mentionné plus haut, l'agent des services de migration a reçu la visite des habitants. Ils l'ont emmené auprès de leurs malheureux hôtes en le suppliant de les reconnaître: "Les voilà, regardez-les bien, ne dites pas que ce sont des étrangers! Ce sont les nouveaux voisins de notre village". Le fonctionnaire a accepté de fermer les yeux: "Parfait. Vous êtes donc des "travailleurs". Vous avez bien compris? Vous pouvez rester". Mais il perçoit des "droits" sur les "employeurs": de 1260 à 1500 pesos (soit l'équivalent de quinze jours de salaire pour un travailleur agricole) et jusqu'à une douzaine de planches de caobã d'excellente qualité (cet arbre, sur pied, vaut des milliers de pesos; l'abattage et le sciage représentent plusieurs jours de travail collectif).

Les hélicoptères guatémaltèques se moquent de la frontière, violée en permanence sans aucune protestation mexicaine. Ces appareils font leur apparition au dessus des villages mexicains frontaliers qui abritent des réfugiés (lequel n'en a pas?), en volant à basse altitude pour surveiller et terroriser. Le village de vingt-neuf familles mexicaines abritant cinq cents immigrés a offert aux réfugiés un grand terrain à cultiver, le seul disponible. Malheureusement il se trouve à 40 m de la frontière et à 1 km de la colonie mexicaine. Les paysans guatémaltèques cherchent donc à mettre des plantes qui poussent en terre, comme des pommes de terre, des patates douces, des yuccas, etc. Ils ont peur en effet que l'armée guatémaltèque vienne mettre le feu aux récoltes. "Sinon on ramassera le maïs déjà cuit par le feu des peinturlurés"...

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441